

éHORLIEU
éditions

<http://www.horlieu-editions.com>
contact@horlieu-editions.com

INTROUVABLE

L'Union des écrivains en 1968 Documents

Textes édités dans le n° 37 de la revue *Action poétique* (2e trimestre 1968)

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites à l'exclusion de toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'auteur, le nom du site ou de l'éditeur et la référence électronique du document.

Document accessible à l'adresse suivante :
horlieu-editions.com/introuvables/politique/union-des-ecrivains-1968.pdf

Le 21 mai 1968, à 11 heures, un groupe d'écrivains conduits par Michel Butor, Nathalie Sarraute et Jean-Pierre Faye occupe les locaux de la Société des Gens de Lettres et décide d'y créer une Union des écrivains qui sera vraiment représentative de la littérature vivante. Constitués en bureau provisoire, les occupants lancent un *appel* qui recueille aussitôt de nombreuses signatures. Le 28 mai, la première assemblée générale de l'Union se réunit à l'Hôtel de Massa. Des étudiants, des traducteurs, des militants syndicaux y assistent. L'assemblée adopte, après trois heures de débat, une *déclaration* définissant les règles de fonctionnement et le programme minimum de l'Union.

Entre ces deux dates, une semaine fertile en coups de théâtre : dans l'Hôtel de Massa envahi par des groupes successifs, on discute jour et nuit.

Mais aucune décision claire ne sort de ces palabres. Finalement, les rescapés du premier commando reprennent peu à peu le contrôle des locaux et organisent, sous leur seule responsabilité, une occupation constante, mais réduite, à laquelle la SGL se résigne comme à un moindre mal.

Deux tentations contradictoires s'offraient à nous, aussi dangereuses, finalement, l'une que l'autre. La première consistait à faire de l'Hôtel de Massa un second Odéon. Il fallait l'écarter, non parce qu'elle courrouçait les dignitaires de la SGL, mais parce qu'elle allait contre notre objectif initial, qui était de tirer les écrivains de leur isolement traditionnel pour leur proposer un travail en commun. Nous sommes aussi sensibles que quiconque aux charmes du folklore, mais nous ne confondons pas la contestation de l'ordre établi avec la foire permanente. À cet égard, le « Happening » qui s'est déroulé pendant trois ou quatre jours à l'Hôtel de Massa a eu au moins l'utilité d'une démonstration négative. S'il s'était poursuivi, nous étions, sous couvert d'« agitation », condamnés en fait à la paralysie.

L'autre tentation était d'installer, à côté de la SGL, une organisation parallèle et rivale qui l'eût, peu à peu, supplantée. Il fallait l'écarter aussi, parce que nous ne croyons pas aux vertus du corporatisme. Nous ne méconnaissons pas l'importance des revendications matérielles que la SGL défend depuis des années avec plus ou moins de bonheur. Mais pour nous, l'amélioration du sort de l'écrivain passe d'abord par une révision de son statut ; la discussion sur les droits d'auteur, les allocations familiales, ou les retraites, n'a d'intérêt que si elle s'insère dans une réflexion générale sur les conditions d'exercice de l'activité littéraire dans la société actuelle et sur la nécessaire transformation de cette société.

Aussi laisserons-nous la SGL s'acquitter de tâches administratives qui ne nous intéressent pas au premier chef. Notre action se situe sur un autre plan. Nous voulons grouper ceux des écrivains, et en particulier les plus jeunes, qui ont conscience que la littérature, aujourd'hui, ne peut plus être une simple distraction ou un simple ornement, et qui se refusent, d'autre part, à la considérer comme un destin solitaire, une activité précieuse et maudite. Nous leur proposons de réfléchir ensemble, comme le font déjà, chacun dans leur domaine, les cinéastes, les comédiens ou les architectes, sur les moyens de changer en profondeur l'ordre littéraire établi.

Ce travail critique, c'est à eux de l'entreprendre d'abord. Mais il est clair que, pour le mener à bien, les écrivains devront y associer tous ceux qui, de près ou de loin, sont intéressés à la production littéraire, à commencer par les étudiants et les travailleurs du livre. Nous avons d'ailleurs tenu à ce que celle-ci soit possible, préférant – au moins dans un premier temps – les risques du désordre aux inconvénients de l'«appareil». La réussite de l'Union se jugera à son fonctionnement non moins qu'aux résolutions qu'elle adoptera.

Certains se sont tenus ou se tiennent encore à l'écart, estimant qu'il y a, dans les circonstances présentes, des tâches plus urgentes que de discuter du sort de l'écrivain. Nous le reconnaissons volontiers. Aussi bien ce travail à long terme n'exclut-il nullement, dans notre esprit, la participation active à la lutte politique que mènent les étudiants et les travailleurs. Il s'agit là de deux entreprises complémentaires et non rivales, comme le prouvent les motions adoptées par l'Union dès les premières heures de son existence et la position politique sans équivoque qu'elle a définie à l'égard du régime.

D'autres enfin – les écrivains de «Tel quel» – auraient souhaité nous voir adopter une «plate-forme» plus précise. Mais il nous a paru contraire à l'esprit même du mouvement qui nous a réunis de vouloir imposer dès le début à l'Union un programme dont les termes auraient été soit faussement rigoureux, soit exagérément limitatifs. Nous pensons qu'à l'intérieur du cadre que nous nous sommes fixé la discussion doit rester très libre. Il appartiendra aux participants de préciser peu à peu, à mesure que progressera leur réflexion commune, les options théoriques qu'elle implique. Ceux qui jugeront ces options inacceptables s'élimineront d'eux-mêmes.

Une précision pour conclure : l'Hôtel de Massa est pour nous un lieu à la fois symbolique et commode. Nous sommes décidés à défendre cette tête de pont. Mais l'important, finalement, n'est pas le lieu : l'important est que l'Union des écrivains existe, et surtout qu'elle travaille. Le travail a commencé depuis le 28 mai. Il se développe de façon très encourageante. À l'Hôtel de Massa ou ailleurs, on peut être sûr qu'il se poursuivra.

(Texte paru dans «La Quinzaine littéraire», numéro du 15 au 30 juin 1968).

union des écrivains

documents

**Premier texte diffusé par l'Union des Écrivains
peu après l'occupation de l'Hôtel de Massa**

Les écrivains soussignés ont décidé d'occuper les locaux de la Société des Gens de Lettres.

Par ce geste symbolique frappant une institution vétuste et non représentative, mais qui bénéficie de privilèges injustifiés, de puissants moyens matériels et de l'appui des pouvoirs publics, ils entendent marquer leur volonté de donner à l'écrivain un statut nouveau dans une société nouvelle.

Ils décident de fonder dans les anciens locaux de la Société une Union des écrivains, en étroite liaison avec les étudiants et les travailleurs du Livre.

Ouverte à tous ceux qui considèrent la littérature comme une pratique indissociable du procès révolutionnaire actuel, cette Union sera un centre permanent de contestation de l'ordre littéraire établi.

PHILIPPE BOYER, YVES BUIN, MICHEL BUTOR,
HENRI DELUY, JEAN-PIERRE FAYE, JEAN-CLAUDE
MONTEL, MAURICE ROCHE, PAUL-LOUIS ROSSI,
JACQUES ROUBAUD, NATHALIE SARRAUTE,
FRANCK VENAILLE.

Paris, le 21 mai 1968.

Préambule

Les écrivains qui se sont réunis ce matin dans un lieu réel ont jugé qu'il n'était plus temps d'être présents simplement au niveau du communiqué de presse ou des signatures communes. Ils ont voulu marquer de façon effective leur liaison actuelle avec le mouvement étudiant et avec le mouvement ouvrier : dans ce but il était urgent de choisir un point quelconque, d'où ils puissent émettre un message à la fois distinct et solidaire.

Pourquoi le lieu précisément choisi? D'abord parce qu'il était celui auquel personne ne pensait. Ensuite parce que ce lieu-là est celui où sont conduits, pendant des jours entiers, les écrivains des pays socialistes en visite à Paris, dans des salles ornées pour les commémorations d' Albert Lebrun, du maréchal Pétain, de Georges Goyan et du baron Taylor: cette décoration burlesque était à elle seule une raison sérieuse. Enfin, il faut préciser que dans les rares occasions où le «statut professionnel» de l'écrivain a été dernièrement défendu devant les tribunaux, la société en question a cru bon de le faire par les arguments suivants: «l'œuvre» publiée d'un écrivain serait assimilable, non à un travail, mais à une propriété foncière et à un capital mobilier. Telle est l'idéologie implicite par quoi sont masqués, dans la société établie, les problèmes réels affrontés par la pratique de l'écriture.

Choisir un lieu contestable, c'était justement ancrer la critique de ces problèmes et de ces rapports dans un espace bien visible. De ce lieu, de ce point de vue, les écrivains qui se sont réunis ce matin ont décidé de rendre visible également leur position face à la répression et au pouvoir.

(Texte diffusé dans l'après-midi du mardi 21 mai 1968).

Déclaration

- 1) L'UNION DES ÉCRIVAINS s'est fondée le mardi 21 mai 1968 dans le contexte des grèves et occupations des locaux pratiqués par le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier – cela en relation avec l'occupation de l'Hôtel de Massa.

L'Union est une association libre et fraternelle provisoirement dépourvue de forme juridique et de statuts qui entend fonctionner dans l'anonymat. Elle est administrée par un Comité de Fonctionnement restreint, révocable en permanence par l'Assemblée Générale, et dont le mandat ne saurait excéder un an. Ce Comité se prononce sur les adhésions. Les refus ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité; si les avis divergent, l'Assemblée Générale est saisie. Le Comité assure le fonctionnement matériel de l'Union. En cas d'urgence, il est habilité à prendre position au nom de tous les adhérents. L'Union comprend deux commissions, l'une professionnelle, l'autre idéologique qui se réunissent en principe une fois par semaine. Des personnes non membres de l'Union peuvent être invitées à participer à leurs travaux. Aucune délégation de pouvoirs n'est admise: à chaque réunion (qu'il s'agisse du Comité, des commissions ou de l'Assemblée

Générale) l'Union est constituée par ceux de ses membres adhérents qui sont présents. Toutefois, si le Comité unanime juge qu'une décision prise au cours d'une de ses réunions n'est pas vraiment représentative, il peut en suspendre l'application et convoquer une nouvelle réunion qui la confirmera ou la modifiera. L'Assemblée Générale se réunit à la demande soit du Comité, de l'une ou l'autre commission et de toute manière au moins deux fois par an.

- 2) LE BUT DE L'UNION est de se définir elle-même en définissant l'écrivain. A partir de la situation de fait qui existe aujourd'hui elle étudiera les conditions d'exercice de l'activité littéraire dans la société actuelle et les moyens d'en finir avec un système de production et de consommation dont l'écrivain lui-même est victime (Commission professionnelle). Simultanément elle s'interrogera sur la fonction de l'écrivain dans une société autre en cours de gestation dont il doit par sa pratique même favoriser l'avènement (Commission idéologique).
- 3) L'UNION DES ÉCRIVAINS, issue du grand mouvement de contestation qui mobilise les étudiants et l'ensemble des travailleurs, est fondamentalement opposée à tout régime policier et d'oppression. Elle entend rester fidèle aux objectifs de ce mouvement et lutter contre toute tentative qui chercherait à le diviser. Fondée par des écrivains, ses réunions sont ouvertes à tous ceux (étudiants, travailleurs du livre et de l'édition, enseignants, traducteurs, comédiens, lecteurs, etc...) qui sont intéressés à la contestation de l'ordre culturel et social établi. Dans la mesure de ses moyens, elle entend contribuer à l'édification d'une société nouvelle de type *socialiste*, fondée sur la propriété collective des moyens de production et leur gestion démocratique, qui ne soit pas dominée par un appareil bureaucratique ni orientée vers la seule consommation.

UNION DES ÉCRIVAINS

Alors que se développe actuellement en France un irrésistible mouvement de contestation des structures économiques, politiques et sociales, alors que le peuple affirme clairement sa volonté de les transformer, l'UNION DES ÉCRIVAINS constate le caractère délibé-

rément provocateur du discours du chef de l'État.

Le pouvoir s'est ainsi engagé ouvertement dans une dictature de type fasciste, en faisant courir au pays le risque prémédité d'une guerre civile. L'UNION DES ÉCRIVAINS dénonce les procédés grossiers de l'anti-communisme utilisé à des fins de chantage inacceptable.

Devant ces menaces, l'UNION se déclare solidaire de toutes les forces populaires, sans exclusive, déterminées à s'y opposer dans l'unité.

Paris, le 30 mai 1968.

LES ÉCRIVAINS AVEC LES ETUDIANTS ET LES TRAVAILLEURS CONTRE LE POUVOIR GAULLISTE

L'UNION DES ÉCRIVAINS réunis à l'Hôtel de Massa dans la nuit du 24 au 25 mai juge criminel le discours du chef de l'État qui a ouvert la voie à une répression redoublée de type fasciste contre les étudiants. Elle se déclare solidaire de la lutte généralisée et commune entreprise, en dépit de lui, contre le pouvoir gaulliste au service des monopoles par les étudiants et la classe ouvrière occupant ses lieux de travail. Elle dénonce toutes les tentatives qui veulent diviser aujourd'hui étudiants et travailleurs.

L'UNION DES ÉCRIVAINS, à l'Hôtel de Massa.

L'Union des Écrivains, dans la déclaration adoptée le 28 mai à sa première Assemblée Générale, a marqué son opposition fondamentale à toute forme de régime policier et d'oppression. C'est dire qu'elle souhaite l'écroulement rapide dès avant le référendum, du pouvoir actuel et du système économique et social dont il est l'émanation. L'escroquerie d'un plébiscite ne rendra pas au général de Gaulle l'autorité que lui retire la volonté révolutionnaire affirmée déjà par les étudiants et les travailleurs.

L'Union dénonce l'entêtement aveugle d'un homme et d'un gouvernement dont la faillite dans tous les domaines, et notamment dans le

domaine culturel, est éclatante, et qui ne peut se maintenir qu'au prix du chantage au désordre et par une répression sanglante. L'Assemblée Générale de l'Union a entendu les témoignages précis de plusieurs étudiants qui démontrent que, dans les locaux des forces de l'ordre, et en particulier au Centre Beaujon, les personnes arrêtées sur la voie publique au cours des manifestations ont été soumises à des brutalités de tortionnaires qui jettent une clarté sinistre sur la réalité du régime.

L'Union condamne les actes barbares qui font suite aux ratonnades de la guerre d'Algérie et à Charonne. Elle juge indispensable la publication d'un livre blanc sur ce sujet et se déclare prête à y coopérer.

Paris, le 29 mai 1968.

UNION DES ÉCRIVAINS

PROJET DE PROGRAMME DE LA COMMISSION PROFESSIONNELLE

Les discussions préliminaires qui se sont déroulées à la commission professionnelle ont permis de dresser une liste des problèmes que l'Union des Écrivains devrait mettre à l'étude et de préciser l'esprit dans lequel ils seront examinés. Les diverses propositions formulées au cours de ces débats peuvent se répartir sous trois têtes de chapitre, correspondant à trois niveaux de réflexion.

1) *STATUT*

Les premières propositions, visant à soustraire l'écrivain à l'exploitation dont il est l'objet, concernent la situation matérielle de l'écrivain dans la société actuelle : rapports avec les pouvoirs publics, rapports avec l'éditeur. (1)

a) La commission travaillera à l'élaboration d'un *statut* de l'écrivain qui le définisse comme travailleur en supprimant le cloisonnement actuel entre ses diverses activités. Elle étudiera en particulier les problèmes posés par la législation sociale et fiscale. Des efforts sérieux ont déjà été accomplis sur ce point par la S.G.D.L. La commission ne les ignore pas, mais elle les juge

(1) Cf. articles parus dans «Le Monde» sur «La condition de l'écrivain»

insuffisants, parce que s'exerçant dans un cadre trop limité et inspirés par un esprit purement corporatif.

b) La commission passera en revue tous les aspects du système qui régit actuellement les rapports entre l'écrivain et l'éditeur. Elle étudiera en particulier le régime des droits d'auteur, la clause d'option, la « passe », les droits annexes, la durée d'exploitation des œuvres, le régime des avances, le contrôle des tirages et des ventes. Elle examinera la possibilité :

1°) de créer dans chaque maison d'édition un comité représentant les écrivains publiés mais non employés dans cette maison et qui aurait un droit de regard sur son fonctionnement ;

2°) de distinguer deux secteurs dans la production dite « littéraire » et de favoriser, par des mesures de détaxation, le secteur culturel.

2) *LIAISONS*

Une deuxième série de propositions vise à soustraire l'écrivain à son isolement actuel. La commission souhaite que le siège de l'Union devienne peu à peu une véritable Maison des Écrivains, lieu de rencontre international, ouvert à tous ceux qui sont plus ou moins directement intéressés par la production littéraire, et notamment :

— aux travailleurs du livre. Un projet de protocole leur a déjà été soumis en vue d'associer l'écrivain à la fabrication du livre et de permettre par là même aux travailleurs d'en discuter avec lui ;

— aux libraires, avec qui un premier contact a déjà été pris ;

— aux travailleurs de la radio, de la télévision, du spectacle, qui mènent une action parallèle à celle des écrivains ;

— aux destinataires naturels du livre : bibliothèques, entreprises, maisons de la culture, maisons des jeunes et de la culture, universités. La commission souhaite en particulier qu'une place soit faite aux écrivains dans les formes nouvelles d'enseignement qui sont actuellement à l'étude. Elle se propose d'en discuter avec les enseignants et les étudiants. Un premier pas dans ce sens pourra être fait à la faveur des universités d'été : l'Union des Écrivains a décidé de soutenir activement cette initiative.

3) *PERSPECTIVES*

Une dernière série de propositions concerne l'avenir. Elles ont pour objet de transformer le système actuel, aussi bien au niveau de l'édition qu'au niveau de la diffusion et de l'accueil.

a) En ce qui concerne l'édition, plusieurs suggestions méritent examen. Il s'agit d'étudier par exemple divers systèmes de « cogestion », les possibilités de collaboration dans le domaine de l'édition avec l'Université et d'autres organismes à vocation culturelle ou sociale, la création à côté du secteur privé actuel d'un secteur autonome géré par les écrivains eux-mêmes, etc... La commission étudiera d'autre part, en liaison avec des responsables de l'édition, les moyens d'assurer une meilleure sélection des manuscrits ;

b) En ce qui concerne la diffusion et l'accueil des œuvres, la commission entend combattre le quasi-monopole dont disposent actuellement les gros organismes de diffusion, en envisageant peut-être, dans une première étape, le développement de circuits parallèles. Récusant l'ordre littéraire établi, elle accordera une attention particulière à certaines institutions caractéristiques du système actuel, telles que la censure et les prix littéraires. Elle étudiera enfin la possibilité d'aménager des rapports nouveaux entre l'écrivain et la critique.

Ces trois chapitres feront l'objet des travaux de trois sous-commissions distinctes : *statut, liaisons, perspectives*. La commission invitera à y participer tous ceux que ces travaux intéressent et que leur activité propre désigne pour s'y associer : ouvriers du livre, lecteurs de maisons d'édition, éditeurs, libraires, bibliothécaires, responsables culturels, critiques, étudiants, enseignants. À propos de chaque problème, elle s'informera sur les expériences tentées à l'étranger, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Des réunions particulières seront consacrées aux problèmes spécifiques que posent certains travaux littéraires, la traduction par exemple. Un avant-projet a déjà été élaboré à ce sujet par les traducteurs eux-mêmes. Enfin, la commission se propose d'organiser, à l'intention des jeunes auteurs, des réunions d'information sur les problèmes qu'elle aura examinés.

Hôtel de Massa, 20 juin 1968.

Propositions de la commission de critique théorique :

L'action entreprise, dès sa fondation, par l'Union des Écrivains, dans le cadre du mouvement des travailleurs et des étudiants, ne pouvait se limiter à la mise en place d'un nouvel appareil administratif au service des revendications matérielles des « travailleurs de la littérature ».

Notre volonté d'aborder en commun une étude des problèmes que posent la pratique de l'écriture et leur insertion dans le domaine plus vaste d'une mise en question des fondements mêmes de notre société, s'est trouvée concrétisée par la création de la commission de critique théorique. Celle-ci ne prétend en aucune manière restreindre le droit de chacun des adhérents de l'Union à des positions idéologiques ou politiques diverses. La déclaration adoptée par l'assemblée générale demeure la seule base fondamentale de notre accord.

La commission de critique théorique se propose d'élaborer un « catalogue » des problèmes formulés à ce jour et d'en organiser la discussion. Nous pourrions ainsi participer aux débats prévus et quelques-uns peut-être y trouveront la possibilité d'ouvrir par la suite le champ d'une recherche plus profonde.

*
* *

À notre avis, le débat central devrait porter sur les liens qui unissent écriture et révolution, envisager les conditions d'une invention formelle éclairant le statut véritable d'une œuvre révolutionnaire, sa force de subversion. Dans cette perspective, un sérieux retour sur les origines de la notion d'« engagement », sur le rôle qu'elle a joué et sur son fonctionnement actuel nous paraît souhaitable. Nous paraît également souhaitable l'étude (la critique) de notions aussi contestables que « culture bourgeoise », « culture populaire », « culture révolutionnaire ». Ceci suppose que soient envisagés les problèmes soulevés par la critique dans ses recherches actuellement les plus avancées. Cette réflexion à long terme ne peut avoir de chance de se révéler fertile que si elle est entretenue par un certain nombre d'interventions, débats, exposés, entretiens, etc...

*
* *

Propositions soumises à la discussion :

1) L'écriture n'est pas simple représentation ou simple miroir des conditions de la production matérielle et sociale. Le langage, écriture et parole, est lui-même ce qui opère la liaison mentale ou sociale : ce qui s'écrit invisiblement ou sur les murs, ce qui s'inscrit sur la pierre ou le papier, appartient au tissu même du rapport social ou plus exactement produit celui-ci. C'est son fil conducteur qui change le geste en travail.

2) L'écriture « littéraire » ou littérale, celle de la « littéralité » (Jakobson), c'est l'action qui tend à mettre à nu le pouvoir d'articulation propre à cette écriture généralisée ou anonyme.

3) Penser la révolution sociale en termes de moyens et de rapports de production, c'est aussi tenter de saisir, dans ses noyaux générateurs et productifs, ce pouvoir de l'articulation partout s'inscrivant.

4) Au travers d'une écriture littéraire peut se percevoir la couche d'une idéologie (implicite ou explicite) qui la relie de façon plus ou moins directe à l'écriture générale; et celle de la description, expressément référée aux registres massifs et réels. Mais c'est au travers de tous ces plans, et comme en diagonale, que se décèle la fonction de transformation propre à l'écriture; pouvoir et opération de transformer les uns dans les autres, les registres. C'est elle qui en dit le plus long sur l'articulation générale.

5) Tenter l'élaboration théorique de cette opération, c'est en constituer ou esquisser le procès de production immédiat, et celui de la circulation inter-écriture (ou inter-idéologique). La saisie des « formes concrètes » propres à ce double procès prolonge partiellement le travail accompli par la théorie marxiste dans le registre économique.

*
* *

Plusieurs rencontres sont prévues dans le cadre des activités de la commission. Certaines ont eu lieu, notamment le 21 juin et qui avait pour thème « L'écriture en mathématiques », plus généralement les rapports de l'écriture et de la pensée. Nous entendons également établir des contacts nouveaux (ni opportunistes ni pédagogiques) avec les travailleurs et les étudiants afin de permettre une critique de la condition d'écrivain dans notre société et en particulier des relations traditionnelles entre l'écrivain et le lecteur.

Les Éditions Pierre Jean Oswald ayant fermé par solidarité pendant la période des grèves prient leurs lecteurs, auteurs et clients de bien vouloir excuser les retards de toute nature qui ont pu et pourront encore en découler.

L'Union des Écrivains, pourquoi ?

Une « table ronde » avec la participation de : **Guy de Bosschère, Claude Delmas, Yves Buin, Charles Dobzynski, Jean-Pierre Faye, Alain Jouffroy, Paul-Louis Rossi.**

Quatre thèmes étaient proposés à la discussion :

1

Parmi les divers éléments de la situation en France au début du mois de mai, quels sont ceux qui vous ont amenés à participer à la création puis au développement d'une Union des écrivains ?

YVES BUIN. — J'ai été amené à participer à la création de l'Union des Écrivains après m'être trouvé en accord avec d'autres écrivains qui se demandaient, devant la profondeur de la contestation née du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier, comment mettre en cause la société littéraire. Menant leur propre combat politique par ailleurs, ces écrivains cherchaient également à le prolonger sur le terrain culturel. Il s'agissait en quelque sorte de continuer la politique par d'autres moyens...

J.P. FAYE. — Pour ma part, l'optique à long terme est claire – assez claire. Mais, dans l'immédiat, j'ai eu l'impression de découvrir le contexte de mai en tombant du ciel. Puisque j'arrivais de Leningrad, par la Sibérie. Pour moi donc, l'histoire du mouvement de mai 68 commence concrètement le 16 mai à 13 h, au Bourget... Entre ce retour et notre action commune du 21 mai, très peu de jours se sont écoulés : cinq jours. Cela fait très peu de temps, pour tenter de déchiffrer ce qui se passait, et ce qui avait eu lieu. Comprendre, c'était d'abord, et dès les premières heures, entrer dans l'extraordinaire plongée en lui-même du mouvement étudiant. Ce qui me fascinait d'emblée : un prodigieux pouvoir de mise en évidence.

Dès le lendemain (ou dès le premier soir ?) m'est parvenu l'appel que les étudiants avaient lancé aux écrivains, au nom de l'*agitation culturelle*. Appel qui suscitait tout de suite la question : qu'est-ce qu'un écrivain ? Quel est son rapport à la société, à cette condition étroite et vague à la fois qui le détermine dans cette société ? Quel est son rapport, précis et large cette fois, à ses infrastructures intellectuelles, c'est-à-dire le langage et l'écriture : la littérature ou la lettre. Tous les murs de la Sorbonne ou de l'Odéon étaient recouverts en tous sens par la *lettre*. Que pouvait faire là-dedans la littérature, la littéralité de la lettre ?

Pendant plusieurs jours – trois jours – j'ai pris part à ce spectacle ou plutôt à cette situation : des « écrivains » qui venaient s'immerger dans le monde étudiant. Je dis spectacle, bien que ce spectacle ait été aussi, comme il le souhaitait, action. Comité d'action. Comité étudiants-écrivains. Mais très vite les voix se sont embrouillées – de l'avis d'un grand nombre. Les « écrivains » qui venaient le soir n'étaient pas ceux qui avaient discuté le matin. D'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre, toute décision se perdait, pour revenir sous forme de question. Et ceci devenait évident : alors que le tumulte de la voix étudiante avait sa pertinence propre, et sa force – car cette voix pouvait *s'articuler* ailleurs dans ses organisations propres – le tumulte de la voix écrivaine n'était que faiblesse. La dernière voix que j'ai entendue le lundi 20 mai ne proposait rien d'autre que d'aller occuper les locaux... des *Lettres Françaises* et de *l'Humanité*. Arrivée à ce degré de brouillage, l'action commune des écrivains et des étudiants devait chercher autre chose...

C'est dans ce creuset de la Sorbonne révolutionnaire qu'est donc née l'idée d'inventer un autre lieu : une autre convergence. Pour moi, celle-ci répondait avant tout à la question : que feront les écrivains si la Sorbonne est à nouveau frappée par la répression ? Que pourront-ils faire ? Au mieux, s'ils sont là, ils se laisseront arrêter eux aussi (mais au moindre risque). Si, comme il est probable, cela se fait en leur absence, au petit matin, ils pourront signer une protestation. Signer est bien, être physiquement réunis est mieux. Surtout s'il s'agit d'une réunion durable, quasi permanente, ancrée en un lieu réel. Mobiliser de façon matérielle les écrivains supposait que l'on invente un lieu qui soit critique : un *point critique* de la condition de l'écriture, aisément reconnaissable, à la fois contestable et signifiant. À la fois pertinent et critiquable dans son rapport à la condition de l'écrivain. Bien plus : c'est une *opposition* même à ce lieu choisi qui en constituait la pertinence. Et tel était bien en effet le lieu qui avait été collectivement désigné, dès le premier jour. Dans l'irruption en ce lieu contestable pourrait se nouer physiquement l'union des écrivains qui *se liaient* au mouvement étudiant et, par-delà celui-ci, à tous les travailleurs engagés dans l'occupation de leurs lieux respectifs. Et là, en fait et à l'improviste, un champ s'est bel et bien ouvert, qui a été profondément remué, où s'est articulé quelque chose qui était désormais distinct de la voix étudiante, mais qui se joignait à elle.

Et de telle façon qu'il s'agisse, non plus d'une somme de voix s'additionnant au hasard des va-et-vient, mais d'un *produit*.

ALAIN JOUFFROY. — Le fait même d'écrire implique l'idée d'« union ». Contrairement à ce que l'on dit, à ce que l'on pense parmi les écrivains, la communication forte fondée sur la loyauté, la réciprocité des droits de la critique, cette communication forte sans laquelle le langage n'est qu'un objet de consommation parmi d'autres, cette communication forte à laquelle nous donne accès la pratique de l'écriture – parlée ou non – nous insère dans le contexte économique, social et politique dont, pour le changer, on voudrait parfois pouvoir sortir. J'avais eu la chance d'avoir

entendu, depuis le début de l'année 1967, un tout autre « discours » que celui qu'on a l'habitude de lire dans la presse et d'entendre dans les « milieux » intellectuels. Une autre chance : celle de connaître personnellement quelques-uns des dirigeants de la révolution cubaine, grâce à mes trois voyages successifs à Cuba depuis 1963. La séparation intellectuels/manuels, l'autre séparation théorie/pratique, toutes les antinomies traditionnelles qui opposent par idéalisme la pensée à l'action sont pour moi des survivances, rien de plus et rien d'autre. Malheureusement, la croyance en la contamination réelle de l'*écriture* et de l'*action politique* est rendue très difficile du fait d'un très grand nombre de préjugés, où l'angoisse de culpabilité entre pour beaucoup. Le discours nouveau, qui m'a frappé dès le début de 1967 en France, dans mes contacts personnels avec quelques étudiants en sociologie de la Faculté de Lettres de Nanterre, et qui n'est pas étranger aux modifications assez précises qui se sont introduites dès ce moment dans mes propres écrits, c'était celui de la possibilité d'une révolution d'un type nouveau, qui s'est tramée à l'insu de la société capitaliste française, et qui s'est signalée à l'opinion le 22 mars dernier. Pour dire les choses simplement, je n'ai pas cessé de croire, depuis un an et demi, à la mise en œuvre d'une espèce de *guérilla culturelle*, où les étudiants et les intellectuels avaient un rôle très particulier et très nouveau à jouer. Cette idéologie bourgeoise qui a été attaquée de front par Breton, par Artaud et quelques autres, il s'agit maintenant de la détruire de fond en comble. Et le processus de la destruction entamé depuis mars, avril et mai dernier m'a donc tout naturellement entraîné à participer à quelques initiatives d'union avec la lutte étudiante, dont la création de l'Union des Écrivains est un exemple. Il faut ajouter que l'activité même de cette Union n'aurait aucun sens à mes yeux, si elle n'impliquait pas, à plus ou moins brève échéance, une action de guérilla culturelle proprement dite : c'est en tout cas de cette action dont j'aimerais parler avec les Étudiants pendant l'université d'été.

J.P. FAYE. — Je parlais d'un champ. Et ce champ a été perçu pour la première fois du fond du « tumulte » étudiant, à la Sorbonne. De là-bas ce mot « Gens de Lettres » appelait sur lui la dérision : il est bâti sur le même modèle que gens d'armes.

Se réunir là-bas pour quoi faire ? C'est dans la journée du dimanche 19, dans l'éprouvette du comité étudiants-écrivains qu'est apparu le schème d'une certaine opération, capable d'être démonstrative, qui fasse montre de la nécessité pour les écrivains de prendre le pouvoir de dire. Non pas prendre le pouvoir sur eux-mêmes, car ce serait la pire chose qui puisse leur arriver. Mais prendre le pouvoir d'émettre des messages qui soient suffisamment distincts des autres, dans le contexte révolutionnaire, et en même temps qui soient, le plus possible, *unitaires*. Seule cette distance par rapport au lieu même du mouvement étudiant pouvait permettre de se lier à lui de façon effective, permanente et massive. Capable de poids. La date choisie est elle-même pleine de sens : le 21 mai, c'est le lendemain de la grève de Billancourt et de la grève des transports. Cette action de mise en communication des écrivains s'est déclenchée sur le fond d'une impossibilité de communiquer. Même le téléphone est

alors presque impossible : communiquer c'est se voir. La coupure dans les communications, c'est ce qui donnait son maximum de visibilité à l'action des travailleurs, à la grève. Et c'est sur ce fond-là qu'a été prise en commun la décision de créer un lieu de visibilité, d'où l'on puisse tenter de mieux percevoir le rapport entre, d'une part, le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier en lutte et, de l'autre, la condition ambiguë de l'écriture.

CLAUDE DELMAS. — Quand j'ai rejoint les écrivains qui venaient d'« occuper » l'Hôtel de Massa, j'ai pensé que cette occupation aurait par la suite peu de chances de se transformer en une organisation stable et permanente car, sur le plan social, l'écrivain français apparaît généralement comme un personnage étranger aux idées qu'il exprime, ainsi qu'à la réalité de ce qu'il écrit, comme un personnage profondément égoïste, au comportement – malgré lui – réactionnaire. Par la force des choses, l'écrivain est amené à chercher son public dans la société bourgeoise qui lui demande de parader au même titre qu'une starlette. Il a, par la suite, pris goût à cette attitude, jusque dans son intransigeance même.

Devant l'exemple qui venait de nous être donné du côté de la Sorbonne, il fallait donc briser une solitude qui était néfaste à la fois à la condition de l'écrivain et à la solidarité entre l'écrivain et le public ; il y avait une chance à saisir, un espoir à réaliser : que la littérature descende des bibliothèques, des maisons d'édition, dans la rue, dans les endroits où l'on vit ; que les écrivains quittent les groupes littéraires, les maisons d'édition qui les rassemblent habituellement et de façon paternaliste pour se rencontrer fraternellement et rencontrer leur public.

Pour moi, qui exerce un travail régulier dans une entreprise, le problème de la solitude de l'écriture ne se pose pas dans les mêmes termes que pour l'écrivain qui est implanté dans ce qu'il est convenu d'appeler le monde littéraire : pour moi, l'écriture est l'exercice même de ma liberté, et elle en est aussi, pour le moment, la seule condition. Par contre, ce que je ne comprends pas, c'est qu'un comité d'entreprise aussi bien organisé que celui de l'entreprise dans laquelle je travaille n'ait jamais pris contact, pour des ventes, des expositions, des conférences, avec d'autres écrivains que ceux qu'on voit couronnés par le succès ou le Goncourt. Quant aux cadres, dans leur majorité, les seules lectures « sérieuses » qu'ils aient eues pendant un an ont été le Défi Américain et les Antimémoires... J'ai souvent pensé qu'il y avait dans cette collectivité un public totalement coupé de la littérature, et que les responsables de cette situation étaient les écrivains, et les écrivains seuls, responsables de s'être confinés dans une République des Lettres dont ils sont à la fois les législateurs et les seuls opprimés.

Guy DE BOSSCHÈRE. — Parmi les facteurs qui ont contribué à faire du mois de mai 1968 un pôle d'attraction de notre vie, c'est indéniablement le principal d'entre

eux, je veux dire l'*esprit de contestation* détonateur initial de cette explosion imprévue, qui m'a engagé à participer à la création d'une *Union des Écrivains*. La fondation de l'Union en dehors même des circonstances et des péripéties qui l'entourent, n'est-elle pas en soi un acte de contestation ? Contestation de l'ordre littéraire établi, du quiétisme et de l'aquabonisme « gendelette », et mise en cause, finalement, de la fonction même de l'écrivain dans la société. En cela, et sans même aborder le sujet controversé de l'écriture, j'estime que cet acte fondamental de contestation est *révolutionnaire*.

PAUL-LOUIS ROSSI. — Pour ma part je voudrais simplement souligner l'effet de surprise que ces événements de mai ont suscité. Disons que j'étais arrivé – du point de vue politique – à force de travail au jour le jour, à une sorte de résignation (de scepticisme souriant) et paradoxalement – du point de vue littéraire – sur le plan de l'esthétique, par une sorte d'exaspération des conflits latents, à une conscience aiguë jusqu'au malaise de ce qui me séparait du travail d'autrui et du mouvement qui, de rupture en rupture, tendait à m'isoler au sein de données théoriques qui me semblaient à contre-courant de tout ce qui s'élaborait autour de moi.

Alors, ces événements de mai ont eu pour effet – brusquement – de remettre tout en place (je veux dire de donner brusquement à toute chose sa juste valeur). Et, comme j'avais depuis longtemps la sensation que les rapports entre les écrivains étaient des rapports piégés – de faux rapports – je veux dire des rapports sous-tendus par une société qui allait s'écrouler (que nous pouvions voir se détériorer de jour en jour), nous avons eu – j'ai eu – la nostalgie d'un nouvel ordre des choses, j'ai entrevu la possibilité d'inventer un système nouveau de communication où nous pourrions en dépassant ce système absurde (artificiel) qui tend à cloisonner les écrivains en une multitude de clans opposés par de fausses querelles (des querelles codées d'avance par la société littéraire d'inventer donc le lieu et l'espace où nous pourrions, par-delà le travail respectif (et nécessaire) nous rencontrer, échanger des idées, calculer au moins la portée exacte de nos divergences et le rapport (l'importance) de ces divergences avec le mouvement réel des idées et des choses. Cela dit, pour moi, il ne s'agissait nullement de mettre en place une « organisation », il s'agissait avant tout d'un acte symbolique dont je n'avais certainement pas mesuré les conséquences – et si je les avais mesurées peut-être n'y aurais-je pas participé – Il s'agissait de déchirer un voile qui masquait à tous l'importance réelle de nos actions et de notre travail respectif, de bouleverser cette trame tissée par une forme de société que nous combattons, trame où nous étions destinés à nous insérer inéluctablement à la place fixée d'avance par d'autres. Mais franchement je n'ai pas pensé à l'allure que ça devrait prendre.

Quant aux événements politiques, ils ont joué un rôle capital dans la genèse de cette action. Mais depuis longtemps j'ai l'habitude de n'en pas tenir compte (c'est une attitude qu'il faudrait maintenant reconsidérer). Je voulais dire – parce que je suis

aussi un animal politique – qu'ils interviennent déjà suffisamment, d'une manière occulte (comme autocensure par exemple) dans ce que j'entreprends, pour que je pense à me référer d'une façon consciente à la situation politique immédiate. Ce qui est une forme de détachement « pongien » j'en conviens.

CHARLES DOBZYNSKI. — L'onde de choc des événements, je l'ai d'abord ressentie professionnellement en quelque sorte, parce que, au moment où se constituait l'Union des Écrivains par l'acte symbolique d'occupation de l'Hôtel de Massa, je me trouvais encore, en tant que critique de cinéma, au Festival de Cannes, et j'y participais à un mouvement parallèle à celui des écrivains aux côtés des cinéastes. Ce mouvement, engagé dans une confusion et une exaltation assez semblables à ce que vous avez connu à Paris, aboutissait lui aussi, par solidarité avec les étudiants et les ouvriers, à une forme d'occupation, celle du Palais des Festival où s'instituait, sur le modèle de la Sorbonne et de l'Odéon, un énorme et chaotique débat qui visait en premier lieu à l'arrêt d'une compétition tombée d'elle-même en décrépitude et ensuite à la contestation de tout le système de production et de diffusion cinématographique déjà entreprise à Paris aux États Généraux du cinéma et qui allait se poursuivre pendant plusieurs semaines. Je n'épiloguerai pas sur les aspects convulsifs et aberrants de cette insurrection plus ou moins spontanée, mais qui correspondait de toute évidence à une exigence profondément et confusément ressentie par tous. Il est vrai qu'il y eut dans tout cela un côté presque magique : nous avons tous été la proie d'une sorte d'envoûtement, d'une sorte de contamination puissante et désordonnée qui se propageait comme une fièvre et où la raison avait moins de part que la passion, l'intuition que quelque chose avait irréversiblement craqué, qu'un courant libérateur nous portait impérieusement, on ne savait où, et qu'il nous appartenait d'en déterminer l'objectif réel. Et c'est cela le fait important qui vaut, quelles que soient les différences entre les problèmes posés, aussi bien pour la littérature que pour le cinéma : nous avons vu s'écrouler brusquement tout l'édifice des apparences qui nous aliénaient, qui nous mystifiaient, même lorsque nous avions intensément conscience du caractère de cette mystification et que nous nous efforcions de la détruire de l'intérieur. Nous vivions dans ces apparences et nous nous y étions plus ou moins accoutumés. Volontairement ou non, nous étions les constructeurs de cette tour de Babel des faux-semblants et des mensonges, qu'ils soient dans les mots ou les images. Et, prisonniers de tout le réseau de distribution officiel de ces mots et de ces images, de leurs rapports profondément faussés avec la vie, nous étions en même temps les victimes d'une impuissance à la fois collective et individuelle, du fait même de l'isolement de ce que j'appellerai, entre guillemets, le « créateur », impuissance à concevoir une issue d'autre façon que théorique, à ouvrir une brèche dans le système, et surtout à trouver une forme d'organisation. Certes, pour un certain nombre d'entre nous, l'idée selon laquelle toute modification fondamentale de notre système particulier, je veux dire celui qui domine la société littéraire comme d'autre part le cinéma, ne pourrait s'inscrire efficacement que dans une transformation radicale du système social, reste une idée-force qui découle de notre conception globale du devenir et de l'analyse

marxiste. Mais je me demande si cette idée-force, comme cela s'est produit dans d'autres domaines, n'était pas devenue une idée-dogme dont le pouvoir paralysant avait pour effet d'accroître l'impuissance dont je parlais. Ce qui s'est passé, en tout cas, c'est que le conflit latent entre le discours théorique et ce que la pratique me révélait au jour le jour a pris pour moi une particulière acuité dans la mesure où le dynamisme de la situation qui existait dans le pays, l'énorme potentiel d'espoir, de colère, d'idées de renouveau qu'elle libérait, même si l'on peut toujours en discuter la nature révolutionnaire ou pas, bousculait en tout état de cause un certain nombre de concepts en même temps qu'elle entretenait un certain nombre d'illusions. On en est venu à penser, par exemple, à tort ou à raison, qu'il était possible dans certaines conditions de «fractionner» la révolution, c'est-à-dire d'obtenir des réformes fondamentales, donc révolutionnaires, par la remise en cause des structures, l'autogestion, etc... dans certains secteurs particuliers, l'Université, le cinéma ou la littérature, à la faveur du séisme qui secouait le pays dans ses couches les plus actives, et sans tenir compte du fait que les objectifs des luttes revendicatives, quelle qu'ait pu être l'ampleur de leurs motivations, ne pouvaient finalement qu'être atteints partiellement. Le phénomène de mimétisme avec le mouvement étudiant, chez les intellectuels de diverses disciplines, a été tel et si rapide que s'est estompée la distinction entre le possible et le chimérique. Ce phénomène, c'est indéniable, a trouvé justification pour une bonne part dans la répression, mais aussi dans la communauté d'intérêt évidente d'une remise en cause et d'un procès global de la culture telle qu'elle est mise en pratique au niveau de l'enseignement et de l'insertion dans la société par ses intermédiaires, écrivains, cinéastes ou artistes. Si bien que l'on a pu croire, à un moment donné, que l'on pouvait procéder à une sorte de «révolution» autonome dans tel ou tel secteur, et sur le modèle de ce qui se faisait dans le cadre de l'Université, même si les conditions générales d'un changement révolutionnaire des structures d'ensemble de la société n'étaient pas réunies. J'avoue que pour ma part j'ai été extrêmement sensible à cette tentation qui comporte une forte dose d'utopie. Mais l'utopie sous-tend la vie, elle est la part lyrique de l'action et on ne la reconnaît pour telle qu'avec la réflexion et l'évolution des faits.

À mon retour de Cannes, ce qui se passait à l'Hôtel de Massa m'est apparu comme le prolongement naturel de ce que je venais de vivre dans les derniers jours du Festival, c'est-à-dire un happening d'intellectuels déboussolés, du fait même de leurs divergences d'idées, mais passionnément décidés en même temps à faire irruption dans leur domaine propre pour y remettre en question de façon radicale l'ordre établi. Avant même d'y voir clair et de faire le point, ce que rendait difficile au départ la présence des éléments perturbateurs, anarchistes et autres, le problème pratique de leur éviction, la confusion qui régnait dans les débats suivis d'excommunications ou de départs volontaires, j'ai été porté à participer à l'Union des Écrivains par une sorte d'élan enthousiaste et viscéral, parce que ce qui se mettait là en action correspondait à un besoin profond, à une urgence historique, parce que l'établissement de rapports nouveaux entre les écrivains, entre les écrivains et le public, est éprouvé comme une nécessité fondamentale. Cela dit, l'occupation de l'Hôtel de Massa, avec tout ce qu'elle a pu comporter de naïveté et de folklore, ne m'a jamais semblé être un acte

décisif, même s'il a marqué de façon circonstancielle la naissance de l'Union des Écrivains. Planter un drapeau n'est pas conquérir une cité, fût-ce symboliquement, et les plus beaux symboles sont un peu comme les roses, ils ont tendance à se faner...

2

L'Union créée, deux sortes de reproches, justifiant des attitudes d'opposition, de méfiance, de refus, nous ont été adressés :

— Nos buts et notre activité seraient trop à caractère « syndicaliste », « corporatiste » et nous nous serions par là coupés du mouvement étudiant.

— Nos buts et notre activité seraient trop politiques, nous aurions cédé ou serions sur le point de céder au désir de créer un « parti des intellectuels ». Qu'en pensez-vous ?

CLAUDE DELMAS. — Parti des Intellectuels ? Oui, c'est un danger dans la mesure où ne sortiront de cette Union que des motions ou des manifestes. C'est le grand danger dans la mesure où nous ne discuterons qu'entre nous, entre écrivains. Je crois que le grand enseignement des événements de mai 1968, c'est qu'il est urgent de briser toutes les solitudes dans lesquelles on a jusqu'à présent enfermé « l'artiste », nous dirons : le créateur, de briser toutes les places-fortes contraignantes, celle de l'ouvrier, de l'étudiant, de l'écrivain, du cadre, et, pourquoi pas ? du paysan. Nous devons travailler et lutter *en même temps* sur deux fronts ; il ne doit pas y avoir de hiatus entre notre vie littéraire et notre vie professionnelle ou politique. Nous donnons l'impression d'être des impuissants, une jeune fille m'en a fait le reproche à l'Hôtel de Massa dans le branle-bas-de-combat des premiers jours ; on se méfie de nous comme on se méfiait des étudiants, parce que nous n'avons encore jamais fait la preuve que nous étions des travailleurs au même titre que tous les autres. D'autre part l'ouverture que nous avons effectuée à l'adresse des traducteurs, nous devons continuer de l'étendre aux lecteurs des maisons d'édition, aux critiques, aux attachés de presse, aux travailleurs du livre, aux étudiants en lettres.

Quant à l'aspect politique qu'on a pu reprocher à l'Union, je ne vois pas en quoi il est contestable, je suis d'accord avec Faye et Deluy à ce propos. Nous nous sommes définis par rapport au socialisme, et cette prise de position est claire et nette à l'intérieur de la société qui nous régit. Le terme de socialisme peut sembler vague à certains, mais je crois qu'il doit le rester dans les circonstances présentes, si nous voulons que ne se répètent pas les affrontements du début entre « révolutionnaires » et « réformistes ». Ne retombons pas dans le terrorisme de la République des Lettres.

Guy DE BOSSCHÈRE. — Je pense que nos véritables desseins ne justifient pas ces reproches, mais que notre démarche initiale, dans la relative confusion où elle est apparue, a pu, effectivement, y donner prise. Cela dit, je crois que l'écrivain, par sa situation singulière, son attitude en retrait et son activité marginale, va risquer encore souvent de s'attirer le premier reproche. Toutefois, il ne tient qu'à nous de faire éclater le cadre trop étroitement « corporatiste » de notre profession, en associant à nos travaux, ainsi que nous en avons déjà formulé le vœu et amorcé le processus, le plus grand nombre possible d'étudiants et de travailleurs du livre, invitant ainsi à un échange fructueux d'expériences. Mais, il convient, néanmoins, de ne pas perdre de vue, qu'au même titre que les étudiants et les ouvriers, les écrivains ont à régler des problèmes spécifiques à leur profession, et qu'ils sont alors, par définition, les plus aptes à le faire. À propos du second reproche, je répondrai qu'il risque, en effet, d'être fondé dans la mesure où l'admission de chaque candidat est subordonnée à l'exhibition d'un brevet de « militantisme ». En revanche, le principe du refus d'admission serait, à mon avis, acceptable dans le cas d'écrivains, dont l'attitude humaine constante contredit foncièrement et presque d'une manière provocante le « progressisme » affiché de l'œuvre.

PAUL-LOUIS ROSSI. — D'abord je m'excuse de paraître un peu en retrait des questions posées. Mais je voudrais dire ceci, qui est – j'espère qu'on le comprendra – une forme déguisée d'autocritique. Je suis naturellement, et depuis longtemps intégré dans un système de production – un travail – dans une certaine pratique sociale, et par nécessité dans la pratique politique qui en découle. Je veux dire que j'assume ces activités sociales et politiques en ayant conscience qu'elles ont pour moi un caractère de nécessité – donc de contrainte – Au contraire, l'activité littéraire et poétique est essentiellement pour moi – une forme de liberté – c'est sans doute une illusion – mais je veux dire que, par compensation, je conçois la pratique de l'écriture comme expérience et revendication d'une liberté. Si l'on veut, et pour paraphraser Paul Eluard, je pense « qu'il n'y a pas de poésie possible sans un peu d'oisiveté », sans une appréhension particulière du temps, sans une place laissée à la méditation. Et il y avait chez moi cette croyance – naïve – que cette idée était partagée par mes amis et par l'ensemble des gens que j'estime sur le plan littéraire. C'est avec une certaine stupéfaction que je me suis aperçu que ce microcosme littéraire, cette assemblée hétéroclite réunie dans cet Hôtel était incapable d'inventer les formes les plus élémentaires de relations sociales, et que par contre, elle inventait avec une rapidité surprenante des formes de coercition (nous avons vu des gens incapables de supporter le discours d'autrui, nous avons assisté à la pratique systématique du chantage, du terrorisme intellectuel). Et nous avons constaté à quel point les écrivains français étaient profondément insérés dans le monde économique et dans l'idéologie de la bourgeoisie...

C'est pourquoi, après trois journées passées dans ces lieux, j'ai décidé de me retirer. Car j'ai pensé brusquement que ce n'était pas le drapeau rouge ou le drapeau noir qu'il fallait hisser à la porte de l'Hôtel de Massa, *mais le drapeau jaune des pestiférés*

sociaux, et puisque ces gens – mes amis souvent – comme ces personnages de «L'Ange Exterminateur», ne pouvaient plus se détacher de cette danse hallucinante, de cette sorte de happening perpétuel qui se jouait là dans un moment particulièrement dramatique pour l'ensemble de la société française, de cette mise en forme de l'incohérence idéologique (l'expression perversifiée de l'idéologie bourgeoise et de sa dégénérescence), il m'est devenu personnellement impossible de franchir ce seuil, à rebours je veux dire de pénétrer dans cet Hôtel où mes amis s'étaient volontairement cloîtrés.

Et pourtant cette société informe n'est pas morte, cette espèce d'hydre n'a pas été décapitée, nous avons cru dix fois que cette Union allait se dissoudre dans la confusion totale et dix fois elle a ressurgi de ses cendres. C'est la preuve d'une vitalité, d'une vivacité qui renverse la proposition pessimiste qui précède. Car cette vivacité est le signe que cette organisation répond à une sorte de besoin, à une nécessité nouvelles, qu'elle est peut-être destinée – après tout – à répondre à la nostalgie dont j'ai parlé au début de cette conversation.

J.P. FAYE. — Cette Union des Écrivains, pour moi, c'était avant tout une Union *entre* écrivains. Au point de départ, quant à savoir si elle pouvait constituer ensuite quelque chose de durable et d'opérant c'est une question que je ne me suis posée qu'en chemin et un peu comme malgré moi. J'étais surpris de voir la question de sa durée apparaître, après coup, mais c'est cela qui est assez beau d'ailleurs, c'est que cette Union *entre* s'est faite effective, autant que pleine de contradictions de plus en plus riches, à partir d'un certain moment. Contradictions en voie de résolution. Mais cette «Union entre» a pu devenir si réelle que «l'Union *des*» a commencé à apparaître. Ce qui a fait naître un problème dont on ne soupçonnait pas l'ampleur et qui, à moi aussi, m'a rappelé l'expérience ou le contact que j'avais pu avoir avec les institutions de ce nom, en particulier en Union Soviétique. Si l'on peut parler de théorie à ce propos, on peut dire qu'il y a eu là une sorte de théorie à l'état pratique, qui s'est dégagée de cette action, et dont on peut chaque jour se demander comment elle peut se déterminer, comment on peut la manifester, la développer. Mais il faut rappeler aussi le fait que d'emblée, dès les premières heures, elle a été soumise au choc d'une double critique. D'une part, une critique en termes de retranchement, qui nous accusait de nous être barricadés entre nous, loin des autres; et d'autre part celle qui nous reprochait de politiser la condition de l'écrivain, déjà suffisamment complexe et difficile, sans avoir besoin de ce surcroît de difficultés. Je crois que c'est la première critique qui a surgi le premier jour, la seconde devant apparaître les jours suivants. La première, on peut lui répondre tout de suite: en nous séparant, nous avons pu mieux voir cette liaison nécessaire, dont je parlais tout à l'heure, car ceux de nos écrivains réunis le premier jour qui sont restés immergés dans le tumulte, admirable à tous égards, du mouvement étudiant, ont été conduits à prendre très vite une position unilatérale et ont contribué peut-être, malgré eux et à leur insu, à aggraver l'écart qui s'est manifesté dans les jours suivants entre le mouvement étudiant et les mouvements ouvriers.

Or contribuer à aggraver un pareil écart dans le processus actuel, c'est œuvrer de façon négative. Par conséquent ceux mêmes qui voulaient une action politique immédiate, efficace, urgente ont été amenés de proche en proche à adopter, je crois, l'attitude la plus freinante, même s'ils avaient le sentiment de pousser en avant. L'autre critique? Il est inutile de la récuser longtemps, car ceux-là mêmes qui nous reprochaient la «politisation» prenaient une position politique, du seul fait de poser la question du rapport des écrivains à la politeia, à la Société, à la république humaine, à l'intérieur de laquelle la prétendue «république des lettres» est une anomalie qu'on ne peut pas ne pas tenter de déchiffrer, de clarifier ou de vidanger, de tirer au clair. Pour nous, il y a eu deux types de problèmes qui se sont effectivement dégagés face à ces deux critiques, mais que nous aurions vus apparaître sans ces critiques. D'une part, à partir de la rencontre faite sur ce lieu, il y avait à organiser cette rencontre; que nous le voulions ou non, nous étions amenés à poser le problème du rapport professionnel, du rapport de type «syndical». Cette organisation de la rencontre, elle se faisait en plus sur le dos d'un autre animal collectif et déjà existant, animal quelque peu préhistorique sur lequel on venait greffer un nouvel animal, comme l'éléphant installé sur le dos de la tortue. Que faire pour ménager les rapports de l'éléphant et de la tortue? Il m'est venu peu à peu, au contact de ces deux organismes disparates, l'idée d'un fonctionnement par *moitiés*, au sens ethnologique du mot dans le cas des sociétés primitives. En fait, ces moitiés n'existent pas encore, aucune de ces deux organisations n'a encore d'existence: l'une existe trop à mon avis, et elle existe mal, l'autre n'existe pas assez et mal également. Pourquoi deux moitiés? Disons que d'un côté il y a un problème d'*administration de la lettre* prosaïque inévitable, qui se pose dans chaque pays de façon différente. Problème perpétuel: toute organisation de la lettre aboutit évidemment à se constituer comme un dépôt. La Société des gens non pas d'armes mais de lettres a été tout de même fondée par Balzac, par Hugo, puis elle est devenue la Société de Liautey. Il semble que cette administration de la lettre, il soit nécessaire de la «délittériser» au maximum, de faire en sorte qu'elle soit aussi blanche, aussi neutre que possible, qu'on y mette le moins possible d'idéologie littéraire, afin que cette idéologie ne vienne pas s'incruster dans le tissu des problèmes posés. En face, il pourrait y avoir une sorte de «cercle», au sens russe ou tchèque du mot, un *cercle critique*: quelque chose qui circule, qui soit une rotation permanente de la critique. En face de l'organisation stable de la lettre, il y a le mouvement circulaire, le circuit des formes de la critique, critique qui doit rester aussi fluide, aussi mobile, aussi permanente que possible. Face à l'organisation de la rencontre entre ceux qui sont dans la lettre, il y a la critique permanente de toute organisation, et cette critique il faut faire en sorte, tout en étant circulaire, qu'elle ne tourne pas en rond, qu'elle morde sur quelque chose. Si l'on déplaçait cette moitié du village littéraire, si on la transportait ailleurs – ce qu'on peut faire à tout instant – en même temps on perdrait l'espoir de voir fonctionner l'embrayage des deux mécanismes, des deux mouvements. Ce qui peut se discuter au niveau de la critique de l'idéologie doit pouvoir se répercuter sur la machinerie de la lettre, et l'on ne peut pas organiser d'avance ces rapports. Il faut qu'il y ait au départ un contact, comme entre les fragments des deux cercles dans un embrayage et par la tension même du frottement, un

mouvement passe. Mais on ne peut pas d'avance inscrire sur le papier la transmission de la critique, née d'un groupe de discussion, jusqu'à une administration. Si l'on s'y efforce, ou bien l'on détériore la machine administrative, et l'on fait qu'elle ne fonctionne plus, ou bien l'on bloque la critique, la critique devient à son tour administration, qui ne peut plus se critiquer elle-même.

ALAIN JOUFFROY. — Les critiques n'étant fondées que sur l'ignorance de nos préoccupations et de nos exigences réelles, il ne serait intéressant de les discuter que dans la mesure où nous y serions vraiment sensibles, ce qui n'est pas mon cas. Je ne participe pas à l'Union des Écrivains pour me solidariser avec une corporation, mais avec tous les révolutionnaires, dont quelques écrivains font heureusement partie. Quant au parti des intellectuels, c'est celui de tous les travailleurs, desquels ils ne peuvent se distinguer que par forfanterie, ou par un respect anachronique à l'égard des distinctions et des cloisonnements établis par l'enseignement bourgeois.

J.P. FAYE. — Il y a une image naïve des choses, qui consiste à ne voir dans la Révolution que la prise du Palais d'Hiver. Mais la prise du Palais d'Hiver n'a pas de sens, si elle ne signifie pas en même temps l'organisation de l'Institut Smolny. Il faut que l'Institut Smolny soit capable de faire le travail du Palais d'Hiver – et je pensais à Smolny parce que je venais de le visiter à Léningrad. J'ai même appris une chose assez étonnante, c'est que pendant la Révolution d'Octobre, à côté des représentants des Soviets et des divers partis soviétiques de l'époque, il y avait encore les vieilles dames et les vieilles secrétaires de la pension de jeunes filles, qui cohabitaient avec les gardes rouges. Il y a eu une période folklorique aussi à l'Institut Smolny... Mais, à l'Hôtel de Massa, il est bien évident que vouloir mettre en l'air cette Société des Gens de Lettres – à supposer qu'on en ait eu l'intention, ce qui n'était pas notre cas – vouloir détruire cet appareil, ce serait se condamner à faire ce travail-là. Mais en venant mettre le nez dans cet *appareil de la lettre* dont on n'avait pas une idée très précise, on découvrait à la fois l'honnêteté de son petit travail et en même temps ce qu'il avait de parfaitement dépassé, par rapport aux véritables problèmes. Et c'est là que se découvrait le double terrain sur lequel on se trouvait placé. Car il s'agit vraiment de combiner des éléments contradictoires, hétérogènes, pour en faire un ensemble qui fonctionne, et qui ne peut fonctionner qu'autour d'une ligne de partage très tranchée : d'un côté de la ligne, il y a cette administration à entraîner dans le mouvement à travers des transformations profondes; en face il y a cette sorte de « prise de pouvoir », mais d'un pouvoir qui n'est pas le pouvoir de l'Institut Smolny bien entendu, car on ne peut pas gouverner la littérature. (Et il vaut mieux même détruire cette pensée, si elle vient). Ce qu'on peut instituer c'est un pouvoir qui soit un *pouvoir noir*. Les Noirs d'Amérique ne se font pas d'illusion sur la possibilité qu'ils auraient de prendre le pouvoir sur les États-Unis. Les écrivains sont ces noirs, ils sont leur propre nègre, à la façon de Genêt. Ils peuvent instituer ce pouvoir noir sur eux-mêmes, c'est-à-dire un pouvoir qui détruit tout pouvoir, qui soit vraiment la

critique la plus rigoureuse. Et pas seulement une critique théorique, mais une critique par leur propre pratique, en vérifiant leur propre pratique entre eux, en la mettant en commun, en la confrontant, en laissant ouvertes les divergences, ce qui présuppose évidemment certaines règles de jeu et une certaine ouverture de terrain dans la bonne foi. Ce terrain, il n'était possible de le percevoir que dans la mesure où nous étions poussés en avant par le double rapport aux étudiants et aux ouvriers. Si les écrivains s'étaient réunis à froid, 44, rue de Rennes par exemple, ou je ne sais où, pour discuter gravement des problèmes de l'écrivain, ils se seraient d'abord beaucoup ennuyés (alors que nous ne nous sommes pas ennuyés à Massa), et ils se seraient tout de suite affrontés âprement. Le fait qu'il y ait eu ce rapport réel, cette référence – ce mouvement étudiant qui était à nos portes et ce mouvement ouvrier qui ceinturait la situation de partout, qui était visible dans la rue même – le fait qu'à chaque instant c'était vu, créait un terrain où le problème de l'écriture était à la fois mis en sursis (puisqu'en fait on n'a eu qu'à peine l'occasion d'en parler), mais en même temps remis sur sa base réelle. On était sûr de ne pas être entre «homme de lettres», on était sûr de ne pas être confiné dans l'espace littéraire : on pouvait voir cet espace littéraire se déplacer lui-même sur un autre champ et se confronter à lui. Je crois que nous avons fait là une double expérimentation très féconde, nous avons vu apparaître le village littéraire avec sa coupure intérieure, tel qu'il pourrait être institué si l'on voulait prendre la peine de l'instituer d'une façon non contradictoire, d'une façon qui ne soit pas oppressive pour nous-même. (Car c'est évident, l'écrivain qui prend le pouvoir sur lui-même devient au minimum le roi Voltaire, c'est-à-dire celui qui persécute Jean-Jacques). En même temps nous avons été entraînés dans cet espace de la lettre en mouvement sur l'espace réel.

CHARLES DOBZYNSKI. — L'Union des Écrivains aurait pu reprendre à son compte la devise de la ville de Paris, *fluctuat nec mergitur*... Le fait est qu'elle s'est maintenue contre vents et marées et qu'elle a même fini par trouver une certaine forme d'organisation interne. Ceci tend à prouver que la nécessité de sa création ne dépendait pas uniquement des circonstances, ni d'une opération de commando quelque peu blanquiste comme l'a fort bien définie Paul-Louis Rossi. Mais ce qui a survécu en même temps, c'est une relative ambiguïté qui découle du fait qu'elle a fondé son existence en étroite corrélation avec le mouvement des étudiants. Cette corrélation, je tiens à le préciser, était indispensable dans ces conditions particulières : le rôle catalyseur joué par la révolte universitaire est irrécusable, surtout en ce qui concerne les écrivains. L'affirmation de solidarité avec cette révolte n'obéissait pas seulement à une impulsion, à un sentiment naturel, elle se situait au niveau éthique et politique, avec la volonté de servir d'intercesseur et d'éviter à tout prix la rupture menaçante entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. Or, la cohérence du mouvement étudiant, si elle était effective face à la répression, dans le désir de renverser les structures universitaires sclérosées et d'en élaborer de nouvelles, était beaucoup plus sujette à caution sur le plan politique. Le danger existait donc, pour les écrivains, de se trouver politiquement à la remorque du mouvement étudiant au lieu

de faire preuve d'un esprit de responsabilité qui eût été fort bénéfique à un moment où régnait encore la plus grande confusion. En raison de l'interdépendance voulue au départ entre l'Union et le mouvement universitaire, on a donc vu se reproduire à l'intérieur de l'Union les mêmes clivages et les mêmes options diamétralement opposées qu'à l'intérieur du mouvement étudiant. Ce risque est loin d'avoir disparu. Le problème reste donc, pour l'Union de déterminer ses prises de position de manière plus autonome, non pas dans le sillage du mouvement universitaire en se modelant sur lui, mais en rapport et en débat avec lui, en tirant la leçon de la riche expérience accumulée dans la lutte, de l'énorme travail accompli dans les commissions moins spectaculairement que sur les barricades.

J'ai été sensible pour ma part à une autre sorte de danger, celui de la reconstitution «à gauche» d'une société littéraire qui finirait par s'enliser dans des discussions byzantines et des contestations dérisoires. Le syndicalisme d'auteur ne m'intéresse guère, du fait qu'en tant que poète je ne me sens nullement intégré à la société littéraire professionnelle. Je comprends parfaitement l'importance des problèmes particuliers aux écrivains, la nécessité d'élaborer un statut, les rapports avec l'édition, etc... Mais il faut reconnaître qu'au début en tout cas on s'est trouvé plongé dans des débats plutôt académiques, qui laissaient apparaître surtout une absence de réflexion sur l'essentiel, l'insertion de l'écrivain non point dans la société littéraire mais dans la société dans son ensemble, qu'il s'agit de redéfinir de fond en comble. Par rapport au monde littéraire, j'ai toujours gardé une certaine distance, car pour moi «la vraie vie est ailleurs». L'isolement de l'écrivain est un fait social et personnel car on ne devient soi-même que dans un rapport avec la solitude. Cet isolement comporte de sérieux inconvénients, et j'admets que l'Union était l'occasion et le lieu de lui trouver une solution partielle, à condition qu'elle ne se transforme pas en club de discussions stériles, sans prise sur la vie et la réalité. Malgré les rencontres, l'activité enrichissante et exaltante en fonction des circonstances, j'ai eu tout de même l'impression de me retrouver dans le même monde un peu clos sur lui-même, si bien qu'après l'enthousiasme initial j'ai eu tendance à m'en détacher quelque peu. Je ne cherche pas à justifier ni à expliquer cette position de repli, c'est un fait que je constate pour le moment.

YVES BUIIN. — Je crois que l'éventail des opinions qui a été exprimé tout à l'heure suffirait à montrer que le reproche de syndicalisme n'est pas justifié tant dans ce que Faye a exprimé, que dans les raisons profondément subjectives de Rossi. L'un a parlé de désespoir et de volonté d'agir, l'autre a parlé du voile qui se déchire et de l'action spontanée qu'il a tentée, qu'il a vécue. Je crois que cette tentative de mettre en termes d'action la difficile condition de l'écrivain, condition quasi inacceptable dans notre société, est déjà pour moi une démarche politique. Réfléchir sur le statut de l'écrivain, d'abord son statut social en tant qu'il est un producteur particulier inséré dans un certain circuit économique et celui de l'édition et sur son statut «théorique», en tant qu'il est porteur de l'écriture et qu'il existe entre l'écriture et le processus révolution-

naire tout au moins le mouvement des forces sociales des liens explicites et implicites, qu'il faut établir d'ailleurs, cela suffit à fonder une Union des Écrivains. De la réflexion et l'action vis-à-vis du statut social de l'écrivain peut déboucher une remise en cause de type révolutionnaire d'un appareil socio-économique qui fait partie du système monopoliste d'État de la France en 1968. Et ce n'est pas une part négligeable d'un combat qui est celui de l'ensemble des travailleurs du livre et de l'édition auxquels peuvent s'intégrer les écrivains. Ce n'est pas un combat inutile ni un combat secondaire. Vient ensuite la clarification du problème posé par les rapports de l'écriture et de la Révolution. Non pas qu'on ait besoin de le résoudre théoriquement pour continuer d'écrire. Ce qui s'est passé récemment nous a bien montré comment la puissance du verbe devient efficiente. Certains orateurs étudiants et ouvriers nés spontanément dans le mouvement lui-même spontané sont apparus très rapidement comme des leaders, comme des porteurs d'un message révolutionnaire. Ce qui suffirait peut-être à remettre sérieusement en question un certain nombre de choses qui sont actuellement défendues par l'extrême gauche, ou tout au moins par ceux qui se prétendent d'extrême gauche et qui pensent que la résolution des problèmes théoriques fera avancer la pratique littéraire. Ce que nous ont montré les mouvements ouvrier et étudiant c'est que précisément la parole n'avait pas besoin d'être théorisée pour être émise. Je crois que notre réflexion sur les problèmes de l'écriture et la révolution qui est un objectif à long terme est un objectif essentiel dans la mesure où elle permettra de rendre à l'écrivain le rôle qui doit être le sien et qui actuellement est occulté par l'idéologie bourgeoise. Nous avons assez insisté dans nos discussions sur la mystification qui règne autour de l'écrivain puisqu'un certain nombre de nos amis ne veulent même plus employer le terme d'écrivain. Quant à la propension que nous aurions eue à vouloir être un parti politique des intellectuels, je pense que ce reproche n'est pas fondé. Il est même nul et non avvenu dans la mesure où nous avons réalisé une des rares tentatives unitaires récentes. Unitaire non pas seulement sur le plan politique, mais sur le plan esthétique. Nous pensons qu'il y a coexistence pour l'instant d'un certain nombre de courants politiques et d'un certain nombre de courants esthétiques. Il est possible que dans l'évolution de l'Union, un radicalisme naisse et que les problèmes du noyau agissant de l'Union se posent un jour ou l'autre. Mais pour l'instant il fallait faire une Union des Écrivains dont l'objectif demeure de combattre la société littéraire actuellement existante à son niveau socio-économique et à son niveau idéologique.

3

L'Union demeure l'une des rares organisations nées au cours de cette dernière période qui ait conservé son caractère «unitaire», alors qu'elle regroupe des écrivains de toutes les tendances de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche. Quelle valeur et quel sens donnez-vous à cette «unité»?

J.P. FAYE. — Puisqu'on parle d'unité, il est évident que ce fut pour un moment une étrange unité, celle d'un organisme ou d'un animal qui avait deux « gauches » à la fois, qui avait une gauche de chaque côté de son corps... (Deux pseudo-gauches sans doute, inverses et symétriques, et d'ailleurs plutôt fictives). Malgré cela, il y a une fonction unitaire et unifiante qui s'est opérée à travers toutes les péripéties unissant peu à peu des tendances distinctes, mais convergentes. Dès le premier jour j'étais hanté par une certaine image, qui ne deviendra peut-être pas réalité (1) : celle du jour où la Sorbonne sera occupée par les CRS. Ce jour-là, remplir le lieu de l'Union donnera à celle-ci une fonction réelle : avec tous ceux parmi les écrivains qui prendront la peine d'y venir on rendra cette unité visible. Les écrivains n'iront pas faire un cordon autour de la Sorbonne, ils n'iront pas organiser un cocktail chez Gallimard. En quel autre lieu se réuniront-ils, sinon dans un lieu de cet ordre ? On pourra alors vérifier si l'on a vraiment ouvert un certain terrain. Mais, en temps dit normal, rien ne me paraîtrait plus consternant que l'idée de venir en permanence parler en ce lieu. A moins d'une mutation biologique de la condition humaine, on voit mal comment pourrait s'effectuer la pratique de l'écriture hors de la solitude. Mais justement, ces jours-ci, je vois dans ce que nous avons fait une sorte de grève de la solitude : les écrivains ont renoncé à leur solitude, et c'est la seule chose qu'ils pouvaient faire. Ils pouvaient certes « occuper leur lieu de travail », c'est-à-dire rester sur leur chaise ou dans leur lit... Cette interruption de leur écriture propre au nom d'une sorte d'écriture générale ou d'écriture, de graffiti en commun, c'est quelque chose qui laissera des traces. Mais qu'est-ce qui peut demeurer de tout cela ?

Ce lieu de convergence qui a été ouvert – de façon éphémère ou durable – on pourrait y nouer plusieurs types d'interférences. Entre étudiants et écrivains : tel était l'objectif premier et fondamental. Mais aussi, entre d'autres niveaux. Ainsi le rapport entre science et littérature, dont il a beaucoup été question récemment, et à juste titre, il est temps de le mettre en œuvre réellement, et de façon non folklorique. La discussion prévue entre Philippe Courrège, Jean Benabou, en présence de Roubaud et de Derrida, sur l'écriture et la mathématique, sur la fonction de l'écriture dans l'invention et la composition mathématique – non pas simplement de l'écriture algébrique, mais de l'écriture naturelle – voilà bien un débat qui prend une pertinence plus forte à être tenu dans un lieu *permanent*, plutôt que dans une simple salle de conférences, où les tracés se mêlent et s'effacent. De même pour les réunions prévues par Léon Robel et ses élèves des Langues Orientales ou de l'Institut des Traducteurs. La rencontre que, lui et moi (et Roubaud) nous projetions d'organiser avec des spécialistes soviétiques de la théorie de la traduction et de la poétique structurale, elle devrait trouver sa place ici également, dans cette zone de *interférence*. – Tout cela, était-ce prématuré de le tenter ?

(1) Notre discussion date du 8 juin. On sait ce qui a eu lieu le dimanche 16 juin : des policiers casqués et armés dans l'Université de Paris.

On a fait quelque chose qui a dépassé les intentions initiales : ce qui a pu sembler n'être qu'une action... « poétique » les premiers jours, pendant les premières heures, est devenu producteur poétique au sens propre du mot. Parce qu'il y a une certaine poésie et une certaine pratique en même temps qui se sont développées, même si tout s'est interrompu à chaque instant. Je crois qu'on le verra mieux apparaître en période froide, si période froide il y a. Car indépendamment de nos réunions massives, on pourrait rendre cette fonction visible, lumineuse, rayonnante. Après les jours de grande crise, lorsque la rue sera vide, lorsque le gel va risquer de se réintroduire. Si l'on arrive alors, à tenir des réunions effectives, sur un mode intermittent, espacé et clair, quelque chose se fera qui n'a jamais été fait, qui aura une fonction à la fois « formaliste » et politique, professionnelle et théorique. Il faudra avoir le courage d'introduire l'espacement pour inscrire quelque chose là-dessus.

YVES BUIN. — Je crois que tout à l'heure Venaille (1) et Rossi ont posé un vrai problème. Il est évident qu'à la fois l'Union des Écrivains est un « échec », enfin je pense qu'un certain nombre de ses animateurs le ressent dans la mesure où effectivement elle prend un chemin qui n'est pas celui que je souhaite. Mais j'aimerais revenir quand même avant sur les deux interventions de Venaille et Rossi, très rapidement d'ailleurs. Dans l'amertume de Venaille il y a plus qu'il ne le croit peut-être. Je me demande si son amertume n'est pas une amertume profondément politique et si, au fond, il ne va pas au bout de sa critique et de sa réflexion. À mon sens c'est parce qu'il a l'impression que la France est passée à côté d'une révolution. Je me demande si, par l'intermédiaire de la critique de l'Union des Écrivains, qui, effectivement, est ballottée comme toute tentative actuelle en France par les vents historiques contraires et contradictoires, il n'y a pas une critique politique fondamentale. Ce qu'a dit Rossi est un peu pareil ; la pratique de la liberté par l'écriture, enfin l'aliénation fondamentale des écrivains lui a paru plus importante, encore, que celle des prolétaires ou d'un certain nombre d'autres gens qu'il connaît. J'en suis doublement persuadé. C'est que, précisément, la force de l'idéologie bourgeoise est d'être cohérente au niveau de l'écriture, c'est-à-dire que l'écrivain croit qu'il crée et cela lui suffit pour vivre et pour écrire. Ce que tu appelles la pratique de la liberté peut parfaitement être récupéré par l'idéologie bourgeoise qui a toujours pensé qu'effectivement le poète ou l'écrivain, je ne fais pas tellement de différence dans la pratique de l'écriture, sont des aristocrates solitaires. Au fond de votre attitude et de la façon vigoureuse et juste avec laquelle vous critiquez l'Union des Écrivains, je pense, au risque de me répéter, qu'il y a une amertume politique et une crise politique, plus qu'une crise par rapport à l'Union des Écrivains. En ce sens nous revenons à l'Union des Écrivains, dans la mesure où je la crois enfantée par la situation politique. C'est sur les jeunes écrivains qu'il faut compter pour aller plus loin dans le cadre de l'Union des Écrivains. Nous avons senti à quel point, et ce n'est pas une analyse marxiste orthodoxe, je l'avoue, les

(1) Franck Venaille qui, à l'origine, participait à la présente table ronde, s'en est ensuite retiré. C'est pourquoi on ne trouvera pas ici l'intervention à laquelle il est fait allusion.

générations se sont affrontées abruptement dans la crise que vit actuellement la France et l'Europe occidentale, disons même les pays industrialisés, puisqu'on voit même la Tchécoslovaquie, la Pologne, etc... Qu'allons-nous faire dans cette Union des Écrivains ? Allons-nous en faire ce que Venaille a raison de dénoncer : un cénacle littéraire ? Non, il faudra en revenir à ce que l'écrivain descende dans la rue effectivement. La seule chose qui ne soit pas récupérable par le système capitaliste, c'est la violence. Or ce qui n'a pas été récupéré, au fond, c'est la prise de l'Hôtel de Massa. La symbolique prise de l'Hôtel de Massa, le sens que cela a pris suffit pour maintenir une cohésion. Il reste le fait aussi que, contrairement à ce qu'a dit Venaille, une commission de type professionnel peut réfléchir profondément sur ce qu'est la littérature et sur la façon dont la société bourgeoise la consomme, la façon dont elle fait mourir la poésie par exemple. Ce n'est pas par hasard si les poètes sont les parents pauvres de la société littéraire. Je crois aussi qu'il faut aller dans le sens d'une nouvelle activité avec ce qui reste de plus radical dans le milieu étudiant sans faire des discriminations politiques et en posant avec eux les problèmes esthétiques. Il y a un certain nombre de choses qui ont été proposées, en particulier la remise en cause de la publication et de renouer avec une tradition qui était celle des textes écrits spécialement pour être lus et contestés. Je développerai si l'on veut tout à l'heure, mais c'est une chose à laquelle je suis très sensible. Évidemment la théorie littéraire se fera un peu partout, comme la Révolution se fait toujours un peu partout, et ce n'est pas l'Union des Écrivains, même en ayant les cinq meilleurs extrémistes de gauche, qui fera naître une théorie de la littérature. Si l'on en parle plus précisément tout à l'heure je dirai que l'on doit tendre à faire éclater de nouveau l'Union des Écrivains, de la faire éclater dans un sens plus radical encore. C'est-à-dire que les écrivains se remettent en question maintenant qu'ils se sont mis ensemble. Il faut qu'ils sachent qu'écrire ne sera jamais plus comme avant.

J.P. FAYE. — Cette Union entre groupe d'écrivains est peut-être trop disparate pour qu'il en sorte beaucoup d'effets précis. Mais l'*effet inter-groupe* est déjà quelque chose qui a chance d'être fécond. Et c'est cela qu'on peut produire : ce lieu d'*inter-écriture*, d'inter-groupe d'écriture. L'idée de groupe « étroitement fermé » est toujours rétrograde : c'est toujours, à la limite, le cercle Stefan George... Mais même la révolution française ou la révolution russe, ce n'est pas une chaleur permanente, il y a des phases de retombée. Si l'on arrive à inscrire quelque chose dans les périodes froides, en mettant de l'espace intérieur entre les réunions permanentes, on garde ce lieu utilisable pour les périodes chaudes : à ce moment-là on pourra le remplir de nouveau d'une animation politique, parce que, dans l'intervalle, on y aura inscrit quelque chose de clair, et en même temps de non bavard et de lisible.

Guy DE BOSSCHÈRE. — La diversité me paraît être, sans doute paradoxalement, la seule garantie valable de la pérennité de l'unité où elle se manifeste. Je crois que les *différences*, loin de tendre à un affrontement stérile, contribuent, au contraire, à

l'enrichissement permanent des tendances qu'elles représentent, à la faveur de leur interpénétration, mais à la condition qu'aucune d'entre elles ne tente de substituer à la recherche commune de la vérité, la dictature d'une *certitude* érigée en dogme. Je pense que notre *Union*, par l'unité multilinéaire qui la caractérise, peut être la préfiguration de la société socialiste dont nous préparons l'avènement.

CHARLES DOBZYNSKI. — La tendance à constituer un « parti intellectuel » moralisateur et prédicateur est trop naturelle aux écrivains de gauche pour ne pas représenter un danger évident avec toutes les attitudes de sectarisme et de dogmatisme qu'il implique dont l'histoire passée nous a donné de nombreux et tristes exemples. Je pense néanmoins que la charte adoptée, malgré quelques ambiguïtés, pourrait nous permettre de ne pas tomber dans le piège si l'on s'en tient rigoureusement à quelques principes essentiels. Ni corporatisme, ni gauchisme, tels devraient être les deux impératifs de toute action future. Cela dit, il est encore difficile de se prononcer sur l'avenir de l'Union. Le résultat jusqu'à présent, s'il ne me paraît pas un échec complet, est encore assez mince. Il tient d'abord à la préservation de l'unité entre des écrivains de diverses tendances, se réclamant de la gauche et d'une vocation socialiste, mais peut-être avec beaucoup d'arrière-pensées. Il reste à démontrer que la pétition de principe sera sincèrement observée par tous, qu'aucune fraction ne se créera, cherchant à faire prévaloir certaines déterminations, et que l'on pourra maintenir l'équilibre encore assez précaire entre des gens qui risquent, au hasard des changements et des circonstances politiques, et comme c'est souvent le cas avec des écrivains, de prendre des positions totalement opposées et donc de faire éclater l'organisation par des discordances fondamentales. Les choses ont été relativement plus simples jusqu'à présent, dans la mesure où l'Union s'est pratiquement contentée d'être « en résonance » avec le mouvement qui existait dans le pays. Les clivages pourraient bien s'accroître très rapidement dans une situation devenue plus complexe et mouvante. Mais je crois, comme Rossi, que la confrontation d'idées demeure possible et que l'Union peut inventer à cet effet ses propres mécanismes de fonctionnement, non seulement matériel, ce qui est le plus aisé, mais surtout théorique, l'un pouvant découler de l'autre, selon le processus très justement défini par Jean-Pierre Faye de l'interdépendance de la théorie et de la pratique. Paradoxalement, il sera sans doute beaucoup plus difficile de s'engager à froid dans la théorisation, je veux dire dans une période où nous ne serons plus portés par la vague de fond, mais au contraire soumis à un certain reflux, sinon à une certaine stagnation. Ce reflux nous l'avons ressenti, c'est vrai, comme une crise, peut-être parce qu'il y a eu chez beaucoup d'entre nous, et je n'ai pas la prétention d'avoir été plus clairvoyant que d'autres, un excès d'illusion en ce qui concerne la signification réelle des événements que nous avons vécus. Buin a sans doute quelque peu simplifié l'explication du phénomène, mais il a eu raison de poser la question, car elle touche une corde sensible. Si je n'ai jamais cru pour ma part que les conditions d'une véritable révolution étaient réalisées, et j'ai été stupéfait de voir à quel point certaines attitudes en ce sens pouvaient être aveugles et erronées, voire assez dangereuses dans leur extrémisme, j'ai tout de même été boule-

versé par certaines fluctuations tactiques que l'on ne pourra analyser qu'avec le recul historique, mais qui peuvent être à l'origine, chez moi en tout cas, d'un certain pessimisme. L'Union a pu échapper dans une certaine mesure à ces fluctuations, parce qu'elle s'est surtout consacrée à détruire quelque chose, j'entends dans l'ordre littéraire établi, plutôt qu'à construire. C'est dans la phase de construction que l'on pourra juger de sa capacité à poursuivre une action efficace, à trouver un langage commun qui ne soit pas celui d'une secte coupée du monde réel.

ALAIN JOUFFROY. — Si nous ne savons pas surmonter, à l'intérieur de l'Union comme à l'extérieur, les préjugés et les exclusives qui président encore à la tactique de quelques organisations politiques et syndicales si nous ne savons pas les déjouer par une incessante volonté d'union et d'accord réels avec tous les travailleurs — qu'ils soient ou non membres de partis ou de syndicats —, c'est que nous continuons à nous inscrire dans la hiérarchie la plus sclérosée, celle qui distingue par exemple la « base » de l'« appareil ». Pour moi, l'unité de base est la seule réelle et cette unité ne peut se vérifier que par un travail concret, une pratique, des engagements, des responsabilités acceptées en commun. Rien ne m'oppose à un militant du P.C., sinon son éventuelle opposition à toute volonté réelle d'union. Rien ne m'oppose non plus à un militant du 22 mars ou de la J-C.R., sinon ses propres exclusives. Pour rendre manifeste mon désir d'union avec les communistes, je n'ai pas d'autre choix que celui-là : dire oui à gauche, dire oui à l'extrême gauche, et ne pas tenir un compte trop obsessionnel des erreurs commises au nom de la tactique ou de la vérité par les uns et par les autres. S'il y a plusieurs manières de participer à la révolution, personne ne peut se prétendre le juge de l'efficacité des unes ou des autres. Le processus révolutionnaire entamé ne s'arrêtera pas de sitôt, quels que soient ses ralentissements ou ses échecs provisoires. L'analyse sera faite par tous, et c'est dans les points communs qui surgiront de ces différentes analyses que l'on reconnaîtra tôt ou tard la nécessité pratique de l'union du P.C. avec la puissance révolutionnaire étudiante. Je m'efforcerai, dans la mesure de mes propres moyens, d'accélérer la venue de cette reconnaissance, en évitant le plus possible de retomber dans l'ornière de trop anciennes et de stériles polémiques.

4

Comment envisagez-vous l'orientation future et les activités à venir de l'Union ?

CLAUDE DELMAS. — L'avenir de l'Union des Écrivains. Il dépend de nous évidemment, beaucoup plus que des événements à venir quoiqu'il soit étroitement lié à eux. Il faut travailler cet été, non seulement en commissions, mais également entre nous, au gré de nos rencontres. Il faut étendre, multiplier l'Union. Et en octobre, faire

le point, frapper un coup, au grand jour, ou disparaître et regagner nos petites solitudes, nos cabinets douillets.

Personnellement j'ai compris quelle devait être l'une des significations, l'un des buts de l'Union des Écrivains en lisant les slogans et les formules poétiques qui couvraient les murs de la Sorbonne et d'autres lieux, et ici je serais tenté de suivre ce que disait Buin. Publier, c'est-à-dire passer nécessairement par l'intermédiaire d'un éditeur, n'est peut-être pas l'unique moyen de diffuser, de faire connaître la littérature ; si nous en restons là, c'est la définir comme une simple marchandise, comme un produit consommable. Maïakovski nous a déjà montré le danger de cette conception, comme il y a danger à diviser les écrivains en poètes, romanciers, dramaturges, essayistes, etc... L'idée d'un journal de grève évoqué par Deluy et Faye est une de celles qui permettent de faire un pas en avant. Je suis personnellement incapable, dans les circonstances présentes, d'imaginer quelles pourraient être les solutions à ce problème, mais il mérite d'être étudié.

ALAIN JOUFFROY. — L'Union des Écrivains sera révolutionnaire, ou elle ne sera pas. Le sens qu'elle prendra dans les prochains mois ne peut se définir qu'à partir de là. Sinon, il est clair que la plupart de ses membres auraient intérêt à s'inscrire tout simplement à la Société des Gens de Lettres, qui se réformera bien, elle aussi, comme la plupart des institutions périmées de notre pays. Mais j'espère que nous n'en sommes plus là, et que l'Union apparaîtra à ses propres membres comme un instrument susceptible de changer le rapport de l'écrivain avec la société, c'est-à-dire de changer l'écrivain lui-même en quelque chose d'autre que ce qu'il a accepté de paraître jusqu'à présent en France.

PAUL-LOUIS ROSSI. — Pour ce qui est des activités de l'Union, je voudrais simplement intervenir sur un point précis qui concerne nos relations avec les étudiants. Vous connaissez le pamphlet situationniste où il est dit qu'en France « l'étudiant est l'être le plus méprisé avec le flic et le curé ». Je pense évidemment que la rébellion que nous venons de voir se développer était une forme élémentaire de protestation contre cet état déplorable de misère psychologique et d'inutilité sociale et politique. Cependant – et je voudrais insister – nous nous sommes trouvés en face de sollicitations pressantes tendant à établir une liaison organique avec le mouvement étudiant. Ces propositions m'ont semblé assez démagogiques (je veux dire que nous étions vraiment sur la crête de la vague idéologique, avec les morceaux de paille et les éclats de bois, portés par cette eau qui allait tout submerger. Pour un temps très court, hélas). Or, je tiens à dire qu'une des fonctions élémentaires de la littérature est sa faculté de résistance à ce que j'ai appelé « les idéologies régnantes ». Il n'est donc pas question pour moi, même au nom d'une conjoncture révolutionnaire, de céder inconditionnellement à la pression idéologique ambiante...

D'autant que les rapports que j'ai personnellement pu avoir avec les étudiants durant cette crise se sont révélés assez désolants. Ce qui n'est d'ailleurs pas étonnant quand on songe à l'état de sous-développement politique et culturel où la bourgeoisie tient l'ensemble de la jeunesse de ce pays. Et sans doute une des vocations de cette Union pourrait être d'inventer de nouvelles formes de rapports entre les écrivains et les autres couches de la population. C'est-à-dire que si je ne crois guère à la possibilité de promouvoir une véritable politique culturelle dans le cadre d'une société capitaliste (je veux dire que je ne crois pas au caractère révolutionnaire de la culture par elle-même), il me semble par contre tout à fait nécessaire d'engager dès maintenant un véritable dialogue à tous les niveaux, avec la volonté de dissiper les malentendus qui rendent impossible la *lecture exacte* de ce qui est « donné à lire », de briser la stratification, l'ossification culturelle imposée par le monde bourgeois pour passer à la communication généralisée. Cela dit, j'ai trouvé qu'il y avait dans ce mouvement étudiant – et ailleurs – beaucoup trop de donneurs de leçons, et si je n'ai pas de leçons à donner à qui que ce soit, je n'aime guère en recevoir – je veux dire que nous avons beaucoup de choses à apprendre de tous en toutes circonstances, mais que ceci doit se passer dans un climat qui exclut certaines formes de totalitarisme – et j'ai été assez étonné par le nombre de Fouquier-Tinville qui se sont révélés dans la crise parmi les intellectuels. C'est d'autant plus grave que la plupart des écrivains n'ont aucune prise réelle sur la société et qu'ils devraient logiquement se garder d'un verbalisme et d'un sentimentalisme qui accusent encore plus cette condition particulière de leur aliénation...

Guy DE BOSSCHÈRE. — Il me semble que le facteur essentiel qui doit présider à l'orientation et aux activités futures de l'Union est celui-là même qui a suscité sa naissance, c'est-à-dire *l'esprit de contestation*. Contestation permanente du fonctionnement, de l'organisation et des résultats acquis. La contestation instaurée au sein même du débat est le seul moyen efficace d'échapper aux atteintes sournoises de la sclérose. Et, en définitive, le seul recours qui garantisse la permanence révolutionnaire de notre action.

YVES BUIN. — Je pense qu'il y a deux échéances qui sont posées à l'Union des Écrivains. Premièrement la rencontre avec les étudiants: je dis qu'on ne les a pas encore rencontrés, sauf quelques-uns qui sont venus timidement depuis deux réunions à la commission idéologique qui sont peut-être vous le savez des linguistes et qui n'interviennent pas. Des appels vont monter vers l'Union des Écrivains et vers ceux qui se seront manifestés dans leur spécificité d'écrivains en tentant de la penser de façon autre qu'en allant traiter une plume secourable aux étudiants en difficulté d'écriture lors des événements de la mi-mai. D'autre part, il y a l'université d'été que l'UNEF veut organiser cette année dans la plupart des grandes universités de France, en particulier la Sorbonne où là il y aura la possibilité de rencontrer vraiment des ouvriers qui pourront y aller et les étudiants. Il faut nouer un contact avec le comité

de coordination du mouvement étudiant pour voir dans quelle mesure on pourrait assurer quelque chose lors de cette université populaire d'été. Deuxièmement il y a la refonte des rapports avec les ouvriers, c'est-à-dire que certains de nos camarades ont participé récemment à un certain nombre de rencontres avec les ouvriers, ils se sont passés sous une forme traditionnelle pour l'instant, mais il ne tient qu'à nous de la modifier, c'est-à-dire que les camarades qui vont dans les usines par l'intermédiaire soit des municipalités, communistes, soit par d'autres organismes il faut essayer de nouer un contact nouveau avec le travailleur je pense que Deluy et Faye ont proposé quelque chose de très bien en particulier ce journal de grève qui au fond est né de la rencontre de Faye avec les ouvriers de Citroën. Il ne faut pas que le grand texte qui s'est écrit se perde.

J-P. FAYE. — Il y a eu pendant quelques jours à Massa une fonction «Club des Cordeliers», ce qui a cassé la glace de la lettre, de la mythologie littéraire. Mais l'autre pôle, c'est «l'*Opoiaz*» (je reprends ma propre obsession). Quelques rencontres transparentes, et un peu silencieuses, où l'on parle, sur fond de silence, de certains points très précis et sans luttes tactiques, c'est ce qu'il faut retenir, pour les «temps faibles» de l'histoire. De grandes décharges d'énergie peuvent naître des *échanges dans la pensée*.

Parmi 200 adhésions à l'Union des Écrivains :

MM. Robert André, Jean-Paul Aron, Georges Auclair, Maurice Blanchot, Georges Blin, Roger Bordier, André du Bouchet, Mathieu Bénézet, Yves Buin, Guy de Bosschère, Michel Butor, Jean Cassou, Aimé Césaire, André Dalmas, Charles Dobzynski, Bernard Dort, Guy Dumur, Claude Delmas, Henri Deluy, Uccio Esposito-Torrigiani, Jean-Pierre Faye, Max-Pol Fouchet, André Frénaud, Jean-Luc Godard, Daniel Guérin, Eugène Guillevic, Pierre Guyotat, Jean-Claude Hémerly, Jacques Howlett, Raymond Jean, Alain Jouffroy, Alfred Kern, Pierre Klossowski, Jean Laude, René Lacôte, Michel Leiris, Jacques Madaule, Olivier de Magny, Bruno Marcenac, Jean-Claude Montel, Albert Memmi, Georges Michel, Armand Monjo, Maurice Nadeau, Daniel Oster, Jérôme Peignot, Georges Perec, André Pieyre de Mandiargues, Bernard Pingaud, Maurice Pons, Maurice Roche, Paul-Louis Rossi, Jacques Roubaud, Jean-Paul Sartre, Jean Thibaudeau, Franck Venaille, Jean-Noël Vuarnet, Romain Weingarten.

Mmes Suzanne Allen, Colette Audry, Simone de Beauvoir, Marie Cardinal, Claudine Chonez, Marguerite Duras, Françoise d'Eaubonne, Clarisse Francillon, Françoise Mallet-Jorris, Clara Malraux, Christiane Rochefort, Nathalie Sarraute, Geneviève Serreau, Jeanine Worms.